

Dialogue politique (suite)

Les coulisses

SM

Libreville/Gabon

• Des panelistes "laissés-pour-compte" ?

Alors qu'on croyait la phase citoyenne et tout ce qui va avec, définitivement bouclés, grand a été notre étonnement de voir certains participants de ladite phase, en plein sit-in devant l'entrée du stade d'Angondjé. Ces derniers disent n'avoir toujours pas perçu leurs perdiems. La nouvelle serait arrivée jusqu'aux oreilles du co-président de ces assises, Emmanuel Isoze Ngondet. Lequel aurait donné des instructions pour que cette situation soit régularisée. Malheureusement, jusqu'à hier soir, rien n'avait bougé dans ce sens. Désormais, ces "laissés-pour-compte", près d'une soixantaine à ce qu'ils disent, s'interrogent sur leur sort.

• Le pool communication en difficulté ?

Depuis le début de cette phase politique,



Roland Mouelet, le confectionneur des gadgets du Dialogue politique.

la cellule de communication du Dialogue politique a, semble-t-il, du mal à faire ses preuves. Et, nombreux sont de cet avis. Ladite cellule de "Com" est incapable de fournir une seule information aux représentants des médias présents. Conséquence : tout le monde est obligé de tourner en rond, à la recherche de la moindre information. Ainsi, après une première journée de travaux, c'est seulement tard dans la nuit que les médias ont pu recevoir



Le responsable de la sécurité (assis) dans le colimateur des participants au Dialogue.

un communiqué de presse de quelques paragraphes. Vivement que les choses s'améliorent à ce niveau, dans l'intérêt de tous, public inclus !

• Dure dure, la sécurité

Des plaintes se multiplient à l'endroit des membres de la sécurité à ces assises. Notamment le responsable dudit pool. D'aucuns l'accusent de faire preuve de

beaucoup de zèle. L'homme est allé même jusqu'à vouloir empêcher, mardi dernier, une ministre, membre de la délégation de l'opposition, d'emprunter l'ascenseur avec un de ses hommes de main. Toute chose qui suscite des interrogations quant au pouvoir légué à ces messieurs de la sécurité.

• Chemises, chaussures et sacs pour immortaliser le dialogue

Roland Mouelet a eu l'idée de confectionner ces accessoires pour que l'on se souvienne de la tenue du Dialogue politique. Président de l'association "Atelier Gabon émergent", ce natif de l'Ogooue-Lolo inscrit son initiative dans le sens "d'immortaliser l'événement". Indiquons que pour se procurer par exemple ces gadgets, il suffit de déboursier la somme de quinze (15) mille francs CFA. Pour l'instant, l'unique lieu de vente est le stade d'Angondjé, site des dites assises.

Administration décentralisée/Conseil du 4e arrondissement

Les élus fustigent le principe de l'unicité des caisses



Une phase des travaux pour l'élaboration du budget 2017 à la mairie du 4e arrondissement.

S. M.

Libreville/Gabon

Cette question pourtant pas inscrite à l'ordre du jour, a fait l'objet de plusieurs commentaires, dernièrement, chez les conseillers municipaux. Ces derniers étaient réunis dans le cadre de leur session ordinaire de cette année 2017. Selon eux, ce principe compte « parmi les éléments bloquants du développement des arrondissements ».



Le président du conseil d'arrondissement, Axel Jesson Denis Ayenoue (milieu) ouvrant la session ordinaire.

LES membres du conseil du quatrième arrondissement de la commune de Libreville (13 conseillers sur 20) se sont réunis, récemment, dans la salle des mariages de la mairie dudit arrondissement, afin de procéder essentiellement à l'élaboration du budget de l'année en cours. Cependant, c'est finalement la question de l'unicité des caisses qui a dominé les débats de ces travaux présidés par le maire Axel Jesson Denis Ayenoue, par ailleurs président dudit conseil. Ces élus locaux estiment à cet effet, que le principe d'unicité des caisses est un

élément bloquant du développement des arrondissements. Ceci, en ce sens « qu'il contribue, d'une façon ou d'une autre, à assécher les "petits" arrondissements des revenus qu'ils génèrent, au profil de l'État central ». Ils évoquent à cet effet, en guise de preuve, le fait que, pour le compte de l'année 2016 par exemple, aucun budget n'a été exécuté. Pourtant, « la mairie du 4e arrondissement de Libreville aura généré, au cours de cette même année, au moins 101 millions de francs FCFA, pour les mariages célébrés uniquement ». D'où la colère de certains

membres de ce conseil qui, dans un premier temps, ont voulu marquer les esprits et traduire leur mécontentement en s'abstenant de voter le projet de budget qui leur a été proposé, estimant qu'il n'est pas toujours certain que celui-ci soit exécuté. « Il n'est pas question de continuer à faire semblant en votant pour quelque chose dont on sait qu'il n'en sera rien », a déclaré un élu local, qui pense que l'argent généré par les collectivités locales devraient être utilisé directement par celles-ci, dans le cadre de leur développement. Les concernés voient là,

une raison supplémentaire pour remettre sur la table le "très célèbre débat" sur la décentralisation et le transfert de compétences. D'autant plus que, a dit le président Ayenoue, « les pesanteurs administratives et

financières y relatives, rendent l'exécution de nos décisions parfois impossible ». Nul doute que le sujet sera à l'ordre du jour lors du prochain conseil municipal. Pour l'heure, on note que les membres du conseil du

4e arrondissement ont examiné et adopté, à l'unanimité, leur état spécial de l'exercice 2017. Lequel est plafonné à 80 millions de francs. Avec en priorité, des actions relatives à l'environnement et au social.



ECIG

www.ecig-gabon.com
ecig.gabon@gmail.com

OFFRE SPECIALE
DU 15 FEVRIER 2017
AU 30 AVRIL 2017

-25%
de Remise pour autres quantités




3 Pneus Achetés = 1 GRATUIT



PNEUS DU GROUPE
Continental

Nos points de ventes

Z.I. OLOUMI (face FOPI entrée BERNABE) ouvert du lundi au samedi:
+241 01 74 30 06 / 06 25 98 64 / 07 05 31 05 / 02 45 35 45
OKALA (BALLON D'OR) ouvert 7/7 jrs : +241 04 84 08 00 / 06 00 82 00

Photo : Adjaï Nkoutourme

Photo : Adjaï Nkoutourme

Photos non contractuelles. Offre valable du 15 février au 30 avril 2017, uniquement sur paiement comptant. Dans la limite des stocks disponibles.